



P440 1D722

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 6 octobre 2014

Dossier suivi par Mme Anne Tescher
Service des Commissions
Tél: +352 466 966 264
Courriel: atescher@chd.lu

Monsieur Dan Kersch
Ministre de la Fonction publique et de la
Réforme administrative
Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Objet: Pétition n° 440 – Loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Monsieur le Ministre,

Au cours de sa réunion du 2 octobre 2014, la Commission des Pétitions a jugé utile de vous soumettre la pétition citée en référence en vue d'une prise de position.

Dans ce contexte j'aimerais vous rendre attentif aux dispositions de l'article 155 (5) du Règlement de la Chambre des Députés qui dit:

"Si la Commission des Pétitions décide de demander une prise de position à un Ministre, elle en informe la commission compétente conformément à l'article 17(1). La prise de position du Ministre est envoyée au Président de la Chambre au plus tard dans un délai d'un mois. Si le Ministre compétent n'est pas en mesure de fournir sa réponse dans le délai prescrit, il en informe le Président de la Chambre tout en indiquant et les raisons d'empêchement et la date probable de la réponse. Le Président de la Chambre peut accorder un délai supplémentaire d'un mois. A défaut de réponse du Ministre à une demande de la Commission des Pétitions dans le délai prescrit, le membre du Gouvernement concerné est invité pour une prise de position orale à la Commission des Pétitions."

J'adresse copie de la présente à Monsieur Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.


Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Transmis en copie pour information

- aux Membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- aux Membres de la Commission des Affaires intérieures

Luxembourg, le 6 octobre 2014


Anne Tescher
Secrétaire-administrateur de la Commission des Pétitions

p440 ID 680

**FÉDÉRATION DES PHOTOGRAPHES PROFESSIONNELS
et
LETZEBUERGER FOTOGRAFEN A FOTOFACHHANDEL a.s.b.l.**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS Entrée le: 11 JUIL. 2014 440 24
--

A l'attention de
Monsieur le Président de la Chambre des Députés,
Mars Di Bartolomeo
p.a. Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Luxembourg, le 8 juillet 2014

Pétition remise le
29/09/2014 au
Président de la Châp.
H

Pétition à la Chambre des Députés

Concerne: Loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques

Suite à une première pétition sur le projet de loi 6330 adressée à la chambre des députés en date du 5 novembre 2011, nous désirons vous adresser la présente requête.

En effet, suivant la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, la photographie numérisée du titulaire de la carte d'identité ou du passeport biométrique délivré par l'intermédiaire des administrations communales doit être réalisée par un fonctionnaire de la commune où se dirige le titulaire et non plus par un professionnel de la photographie.

La prise de vue de la photo d'identité représentant jusqu'à présent plus de 30% de l'activité totale du photographe luxembourgeois, le retrait de cette partie d'activité va sans aucun doute fragiliser gravement la profession photographique en lui retirant de fait une source majeure de développement de son activité. Alors que la profession se trouve d'ores et déjà en grande difficulté suite à l'ère du numérique.

Cette partie d'activité est celle qui lui rapportait la plus grande marge. Certains professionnels de la place du Luxembourg arrivent à payer leurs employés rien qu'avec la marge réalisée par les prises de vue de photos d'identité.

Alors pourquoi tant d'acharnement de l'Etat, sachant que la prise de vue de photos d'identité ne correspond pas à une activité régalienne de l'Etat ? Etant en période de crise économique et sociale, pourquoi l'Etat s'acharne-t-il à détruire un métier déjà en difficulté, alors que de l'autre côté, il cherche par tous les moyens à sauvegarder des emplois.

Car il est certain, et les chiffres sur le tableau ci-dessous, le démontre bien, que cette mesure va conduire à la perte de beaucoup d'emplois dans le secteur de la photographie et même jusqu'à la faillite de plusieurs professionnels.

Il est en effet, très difficile de trouver des activités alternatives qui puissent apporter au professionnel de la photographie une aussi grande marge lui permettant de « survivre » dans cette économie en crise.

Chiffres se rapportant à l'année 2012 :

Photos d'identités réalisées au Grand-duché de Luxembourg	126.672
Chiffre d'affaire provenant du tirage des photos d'identités	2.026.252 EUR
TVA encaissée par l'Etat	264.358 EUR

Source : statec, ministère de l'intérieur

Sur base de ces chiffres, on peut estimer que chaque photographe, perd en moyenne 63.336 EUR par an.

Donc, non seulement l'Etat a ainsi dépensé l'argent des contribuables afin d'équiper toutes les communes du territoire luxembourgeois de stations biométriques, mais en retirant la plus grande marge brute aux professionnels de la photographie, il va être responsable des beaucoup de licenciement et de faillite dans le secteur de la photographie.

Alors dites-nous à qui profite cette nouvelle mesure ?

Aux citoyens ? Nous ne le pensons pas. En effet, le dispositif mis en place n'est pas en mesure d'offrir un véritable service accessible à tous. Les agents des administrations communales refusent ou ne parviennent pas à photographier, pour des raisons techniques évidentes, les enfants, des personnes handicapés et certaines personnes de couleurs. Ainsi, le service public reste discriminatoire et inégalitaire pour nos concitoyens.

Pourquoi certains citoyens doivent prendre leur photo d'identité dans l'enceinte de l'administration communale et pour quelles raisons certains autres ne peuvent pas profiter de ce service public et sont obligés de faire leurs photos d'identités par un professionnel de la photographie.

Ainsi, ce dispositif réglementaire ne paraît pas légal pour au moins deux motifs :

- d'une part, il est entaché d'incompétence car les bourgmestres ne détiennent aucun texte pour restreindre l'accès aux dispositifs photographiques mis en place dans leur commune
- d'autre part, ils sont entachés d'une méconnaissance du principe d'égalité des citoyens

Par cette mesure l'Etat devient détenteur du monopole de la prise de photographies d'identité, créant ainsi une concurrence déloyale à l'égard des professionnels de la photographie. L'impact économique et social du monopole sur la photographie d'identité est loin d'être négligeable puisqu'il affecte 2.026.252 EUR de chiffre d'affaire.

L'analyse de l'impact économique de ce dispositif doit également mettre en perspective le manque à gagner pour l'Etat en matière d'impôts indirects (TVA). Selon les chiffres de l'année 2012, l'Etat aurait ainsi un manque à gagner de EUR 264.358, sans oublier d'y ajouter également le coût des chômeurs supplémentaires engendrés par la perte de cette partie d'activités des photographes y compris les emplois indirects – les fournisseurs de matériel photographiques et réseau de distribution.

Selon le ministre de l'intérieur Dan Kersch, le citoyen qui souhaite utiliser une photographie réalisée par un photographe professionnel et conforme aux normes établies par l'organisation

de l'aviation civile internationale (OACI), pourra le faire sous la condition d'effectuer sa demande auprès du CTIE (11, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg). Mais, très sincèrement quel est le citoyen, qui va faire toute cette lourde démarche pour pouvoir remettre ses photos d'identités réalisées par un professionnel de la photo au fonctionnaire de l'administration communale afin d'avoir sa nouvelle carte d'identité.

Ceci n'est certainement pas une solution. Mais portant des alternatives existent. Et nos pays voisins les ont bien adoptés.

En effet, malgré l'installation de stations biométriques dans les mairies, le gouvernement français a finalement décidé d'enlever les appareils photos dans les mairies équipées d'une machine pour la délivrance des titres sécurisés afin de sauver les milliers d'emplois dans le secteur de la photographie. Cette mesure a permis à la fois de simplifier la vie des communes et des usagers, de redonner aux professionnels de la photo les moyens de vivre et de diminuer le coût de ce système tant pour l'Etat que pour les mairies.

L'ANTS, en collaboration avec la profession, ont finalisé un dispositif permettant de valider en temps réels chez le photographe les photos réalisées. Concrètement, celles-ci, à peine prises, sont envoyées par voie électronique à un serveur administré par l'ANTS qui valide et enregistre la photo, que l'administré retrouvera en mairie. Ce système permet ainsi de parer à tout risque de rejet des photos apportées en mairie par les administrés et d'y accélérer le traitement des demandes.

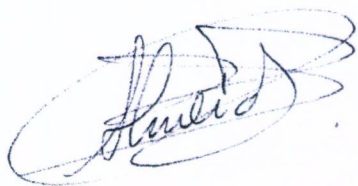
Nos voisins belges et allemands ont aussi adoptés d'autres solutions afin de ne pas détruire une filière économique déjà en crise. Pourquoi le Luxembourg ne le ferait-il pas ? Est-ce peut-être parce que le nombre de votes des professionnels de la photographie à Luxembourg ne sont pas significatifs.

Notre démarche est fondée sur le respect d'une activité économique performante et la participation active de professionnels pour une mise en œuvre pragmatique d'un règlement européen. En effet, il est fondamentalement plus rapide et facile pour un agent de l'administration communale de scanner une photo que de réaliser une prise de vue.

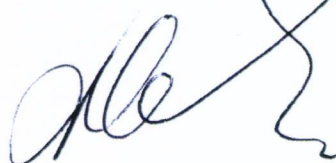
Dans ce contexte, nous vous prions de nous recevoir afin que nous puissions vous remettre notre pétition supportée par plus de 5.000 signataires.

Dans l'espoir que la situation des photographes ne vous soit pas indifférente et que vous poussiez en débattre avec des représentants parlementaires, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la Chambre des Députés, à notre entier dévouement et à notre profond respect.

Paulo De Almeida,
Porte-parole de
Letzebuerger Fotografen
a Fotofachhandel a.s.b.l.



Vic Fischbach
Président
Fédération des Photographes professionnels



26, rue des faubas
L-1618 Luxembourg

vic@immedia.lu
49 00 33 -1